|  |  |
| --- | --- |
| Rue Amat 6CH-1202 GenèveTel. +41 (0)22 731 59 63Fax +41 (0)22 731 91 52E-mail: contact@cetim.chSite Web: [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch/) | **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE****CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME***5ème session du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises (14-18 octobre 2019)****Débat général*** |

***Déclaration orale***

*Vérifier à l'audition*

Monsieur le Président,

Le CETIM soutien depuis ses débuts le processus entamé au sein du Groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales (STN).

Nous avons examiné attentivement le projet révisé et nous observons que son contenu est encore loin de répondre aux problèmes posés par les STN. Nous sommes également préoccupés par le fait que la pluspart des revendications des communautés affectées n’ont pas été prises en considération.

En effet, le projet révisé comporte de nombreuses imprécisions et entretien des confusions sur le champ d’application du futur traité contraignant. Il en est de même de la responsabilité conjointe et solidaire des STN avec leurs chaînes de valeur.

Quant aux obligations énumérées, elles reposent essentiellement sur l'État nation. Or, comme chacun le sait, dans le contexte de la mondialisation néolibérale actuelle, aucun État n’est en mesure individuellement de contrôler les activités des STN, vu leur versatilité économique et juridique à travers les frontières. C’est pourquoi, le futur traité doit impérativement préciser les obligations des STN et autres entreprises à caractère transnational, conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution 26/9 qui fixe le mandat du Groupe de travail.

La Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à leur impunité, un réseau international dont le CETIM fait partie et qui regroupe plus de 200 membres, représentants de victimes, de communautés affectées et des mouvements sociaux du monde entier, fera des propositions concrètes sur le projet révisé lors des débats sur différents articles.

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre attention

*Genève, le 14 octobre 2019*